

L'ADRD et... la transposition à grande échelle des bonnes pratiques

Les programmes d'agriculture et de développement rural parfois n'atteignent qu'un nombre limité de personnes, ont un impact minimal sur la pauvreté et sont difficilement soutenables à long terme.¹

Une meilleure identification des pratiques ayant fait leurs preuves sur un plan économique, social et environnemental au niveau communautaire, combinée à des politiques et programmes aidant à étendre ces pratiques, bénéficie davantage aux populations, économies et environnements ruraux.



Robert Churchhill / iStock

Agriculture et Développement Rural Durables (ADRD)

L'agriculture et le développement rural sont durables lorsqu'ils respectent l'environnement, sont économiquement viables, socialement justes, culturellement appropriés, humains et fondés sur une approche scientifique globale.

Les politiques de développement rural doivent viser à satisfaire les besoins nutritionnels et autres besoins humains des générations actuelles et futures, maintenir – voire si possible accroître – les capacités de la base de ressources naturelles à produire et à se régénérer. Ces politiques doivent également offrir un emploi durable à ces générations, réduire leur vulnérabilité et renforcer leur autonomie.

Le saviez-vous?

- Les communautés rurales, les programmes de développement, les décideurs politiques tout comme les prestataires de service publics ou privés ont réussi à transposer à plus grande échelle, reproduire, étendre ou adapter les bonnes pratiques d'ADRD, générant ainsi des bénéfices pour des millions de personnes rurales. Étendre les bonnes pratiques peut aider à réduire la pauvreté et à offrir des bénéfices adaptés et durables aux 3 milliards d'habitants des zones rurales des pays en développement.^{2,5}
- Les agriculteurs ont adopté et adapté les pratiques agricoles de labour zéro sur plus de 11 millions d'hectares au Brésil depuis 1974 et sur plus de 50% des terres arables du Paraguay depuis 1990. S'il est difficile d'évaluer le total des coûts de reproduction à grande échelle du labour zéro, les phases initiales furent financées par le secteur privé et de petites subventions. Les associations d'agriculteurs et le soutien des gouvernements aux services de recherche et de vulgarisation ont aussi aidé à étendre cet ensemble de pratiques.²
- La gestion intégrée des ravageurs (IPM) a été étendue à plusieurs millions d'agriculteurs d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et du Moyen-Orient ces 20 dernières années, suite à un important mouvement centré sur la personne, au soutien d'organisations non gouvernementales (ONG), d'agences internationales et de gouvernements, mais aussi d'investissements continus: entre 1989 et 2004, environ 100 millions de dollars EU ont été consacrés aux projets IPM d'Asie utilisant l'approche d'écoles pratiques d'agriculture, avec le conseil de la FAO.^{6,13}

Pourquoi faut-il agir?

- Les politiques et programmes qui ne tiennent pas compte des institutions, capacités, conditions et populations locales⁵ sont rarement durables et risquent de s'avérer non rentables. Par exemple, les populations rurales ont abandonné de nombreuses approches apparemment prometteuses, car elles n'avaient pas suffisamment accès aux pièces détachées et les ressources nécessaires aux achats et à l'entretien prévus par le projet, ou encore qu'elles ne pouvaient pas entretenir ou réparer le matériel.³
- Partout dans le monde, beaucoup de bonnes pratiques agricoles et de développement rural demeurent à petite échelle. Transposer à grande échelle les bonnes pratiques d'ADRD, notamment en promouvant l'innovation locale, peut être une stratégie précieuse et rentable pour optimiser le travail déjà réalisé et les investissements, tout en ayant un plus large impact en termes de réduction de la pauvreté rurale.⁹
- Pendant des siècles, les populations rurales de plusieurs régions du monde ont réussi à résoudre de graves

problèmes agronomiques, économiques, institutionnels, environnementaux ou technologiques, grâce à leurs propres innovations, ingéniosité et processus d'apprentissage. Ces succès font partie du capital national en matière de savoirs. Reconnus et partagés, ces succès peuvent inspirer les communautés d'autres régions du pays ou du monde et leur permettre de dépasser les contraintes similaires qu'elles rencontrent.

Transposer à grande échelle

Transposer à grande échelle génère "des bénéfices supérieurs en termes de qualité pour davantage de personnes et sur une plus grande étendue géographique, de façon plus rapide, plus équitable et plus durable". Les bonnes pratiques peuvent être étendues tant verticalement qu'horizontalement.

Les processus verticaux supposent une extension du niveau des organisations de terrain aux institutions et politiques nationales. Les **processus horizontaux** se réfèrent à une expansion ou reproduction géographique à un nombre supérieur de bénéficiaires, de centaines à des milliers ou des millions de personnes.^{1,2}



Bonne pratique d'ADRD

On appelle **bonne pratique d'ADRD** toute innovation, technologie, attitude, organisation ou approche agricole ou de développement rural qui est cohérente avec les principes-clés de l'ADRD. En d'autres termes, cette pratique doit bénéficier à l'environnement, tout en étant rentable pour les agriculteurs et les communautés, adaptée socialement et culturellement, et s'avérer productive à long terme.

Les bonnes pratiques tendent à être effectives, efficaces, faciles à reproduire par une grande variété de communautés confrontées à des contraintes similaires, tout en répondant à de vrais besoins locaux et en s'adaptant aux conditions locales particulières.

Les bonnes pratiques d'ADRD peuvent concerner production, transformation, commercialisation, gouvernance ou autonomisation, et couvrir une grande panoplie de secteurs, depuis la récolte d'eau jusqu'à la foresterie communautaire ou la sécurité de jouissance des terres.⁷

Quels sont les objectifs politiques?

- Promouvoir la saisie des innovations, méthodologies et bonnes pratiques d'ADRD en les intégrant dans les systèmes de recherche, vulgarisation, éducation et communication, mais aussi dans les programmes et politiques de développement rural.
- Permettre aux communautés rurales et aux organisations de terrain de satisfaire leurs propres besoins, de mieux utiliser les ressources disponibles, d'avoir plus accès aux services tant publics que privés tout en influant davantage sur ces services, et ce, de façon effective, efficace et durable.

Les questions politiques

Vérifier s'il est possible de transposer à grande échelle

En évaluant la possibilité de reproduire des succès obtenus jusqu'ici à petit échelle, les décideurs politiques doivent tenir compte de l'équilibre entre l'impact social, économique et environnemental, mais aussi du nombre de bénéficiaires et du rapport coût/efficacité.² Pour vérifier si les conditions préalables à la

faisabilité sont réunies, on pourra se poser les questions suivantes par exemple: existe-t-il, dans la région, les ressources financières, capacités humaines, infrastructures et services de vulgarisation adaptés pour soutenir les processus d'extension des bonnes pratiques? Les décideurs politiques ont-ils suffisamment conscience des problèmes de développement susceptibles d'être résolus par une bonne pratique? Les bénéficiaires et les acteurs de la mise en oeuvre se sont-ils déjà engagés à soutenir la bonne pratique et sa diffusion à grande échelle?

Déterminer si les pratiques sont "bonnes"

Il n'existe pas de schéma de définition d'une bonne pratique. Avant d'étendre cette bonne pratique, le premier défi des acteurs de développement est d'identifier les bonnes pratiques d'ADRD susceptibles d'être reproduites dans des contextes connexes ou distincts. Impliquer de multiples parties prenantes ayant des perspectives différentes pour documenter et systématiser des expériences réussies est une façon utile de découvrir et d'identifier d'éventuelles bonnes pratiques.¹

Les bonnes pratiques apparaissent souvent après un accord de multiples parties prenantes sur le rapport avantages-coûts d'une pratique donnée, mais aussi sur sa durabilité écologique, économique et sociale, et son impact en termes de réduction de la pauvreté.¹⁵ L'évaluation du rapport avantages-coûts doit prendre en considération tant les changements prévus que ceux involontaires en termes de revenus, disparités sociales, travail, bénéfices, coûts directs ou indirects pour le groupe cible et plus généralement la communauté. Pour pouvoir étendre les bonnes pratiques, les parties prenantes doivent passer au crible les pratiques et les sélectionner si: (i) elles répondent à un besoin largement partagé par les populations pauvres rurales, (ii) elles produisent des résultats rapides et facilement reconnaissables, et (iii) elles ont déjà été soigneusement testées et évaluées. Les pratiques assez flexibles pour être adaptées à diverses conditions s'avèrent plus faciles à reproduire. Par exemple, des pratiques "flexibles en termes de climat" sont viables dans différents contextes climatiques.^{2,12} Les pratiques déjà reproduites spontanément par les populations pauvres peuvent souvent atteindre un plus haut niveau et devraient donc être choisies comme priorités.

L'adoption de pratiques peut aussi être déterminée par des facteurs technologiques et institutionnels. Par exemple, si une pratique repose sur un savoir indigène ou intègre ce savoir, ou encore si d'autres agriculteurs, pêcheurs, bergers ou autres groupes actifs sont présents dans la région, la pratique aura plus de chances d'être adoptée.

Adapter les pratiques aux populations et aux sites

La transposition de bonnes pratiques à grande échelle vise avant tout à permettre aux populations rurales pauvres – ayant des priorités, situations et besoins distincts – d'avoir accès à des solutions qui répondent à leurs principaux problèmes, ou encore d'élaborer ou d'adapter de telles solutions. Vu cette diversité, les décideurs politiques doivent identifier des pratiques et des stratégies de diffusion susceptibles d'être adaptées à un ensemble de conditions agroécologiques et socioéconomiques. Même dans ce cas, des investissements supérieurs en termes financiers et temporels s'imposent pour garantir que les populations les plus pauvres et les plus marginalisées puissent elles aussi adopter ces bonnes pratiques.²

Les facteurs déterminants au processus de diffusion

Etendre une pratique de milliers de personnes à des millions est un défi énorme qui dépend de plusieurs facteurs. La volonté et la capacité des éventuels bénéficiaires à prendre des risques, à tester et adopter de nouvelles pratiques, la disponibilité d'intrants fondamentaux comme les semences ou l'élevage et l'existence d'une demande sont autant d'éléments qui conditionnent le succès de diffusion à grande échelle. De même, si l'agence de développement responsable a une bonne connaissance technique de la pratique, mais aussi les fonds et le temps suffisants pour garantir l'adoption de la bonne pratique, cela impactera positivement sur les résultats. Les tentatives de reproduction à grande échelle ont plus de chances de réussir lorsque: (i) les gouvernements, le secteur privé, les organisations de développement et les communautés sont déjà engagés dans de réels partenariats ou réseaux, (ii) les groupes informels sont présents et actifs, ou (iii) les populations rurales participent aux processus de prises de décision au niveau local et national.^{2,4,8,12,15} L'existence de politiques propices, de régimes fonciers clairs et garantis, tout comme des taux d'alphabétisation élevés sont d'autres facteurs favorables.²

Quelles sont les options politiques?

Reproduire à grande échelle une bonne pratique est complexe et il n'existe pas un processus unique qui serait adapté à toutes les situations. Selon le contexte, les décideurs pourront considérer les stratégies pratiques de diffusion présentées ci-après, qui possèdent différents avantages et limites en termes d'impact, de coût et de nombre de bénéficiaires.

La diffusion peut s'effectuer en étendant le succès jusqu'ici obtenu à petite échelle de façon horizontale ou géographique, ou par une assimilation verticale de bonnes pratiques du niveau micro au niveau macro, c'est-à-dire des institutions et des politiques. Les processus suivants se sont avérés particulièrement efficaces pour étendre les bonnes pratiques d'ADRD.

Les stratégies de transposition horizontale

- **Services de recherche, vulgarisation et éducation:** Les systèmes de vulgarisation et d'enseignement de type scolaire jouent un rôle fondamental dans la transposition à grande échelle des bonnes pratiques d'ADRD, en les intégrant dans les institutions existantes.¹⁴ Pour rendre effectifs les services de vulgarisation, il est indispensable de former le personnel, d'élargir les mandats techniques et d'encourager la participation des agriculteurs dans la recherche, l'expérimentation et la planification de bas en haut. Intégrer les bonnes pratiques dans les programmes d'enseignement et de vulgarisation, en faire un thème de recherche universitaire ou de terrain sont autant de moyens de valider et d'étendre les pratiques couronnées de succès. Il est tout aussi essentiel de relier les systèmes de vulgarisation et de recherche aux organisations d'agriculteurs, pour identifier, tester et améliorer les bonnes pratiques, tout en assurant leur assimilation et leur diffusion.^{11,12}
- **Les écoles pratiques d'agriculture et autres variantes (écoles pratiques pour les pêcheurs et les bergers, ou encore les écoles pratiques et de vie pour jeunes agriculteurs):** Ces processus d'apprentissage en groupe sous l'impulsion des agriculteurs mêlent des concepts et des méthodes empruntés à l'agroécologie, l'éducation expérientielle, l'expérimentation participative et

le développement communautaire durant toute une saison agricole. Bien qu'elles concernent un nombre limité de participants (30 en moyenne), les écoles pratiques d'agriculture et leurs variantes favorisent souvent un haut niveau d'apprentissage entre les participants qui ont un enseignement de type scolaire minimal, et l'adoption rapide de bonnes pratiques quand il existe des avantages économiques visibles. Les écoles pratiques d'agriculture ont également permis de fortement changer les comportements des participants, en réduisant l'usage d'engrais, tout en renforçant les capacités des agriculteurs, des pêcheurs, des bergers et des jeunes à influencer l'agenda de la recherche traditionnelle, l'autonomisation et la participation des groupes dans les activités de recherche, formation, marketing et plaidoyer, en dépassant l'objet ou la durée de l'école pratique d'agriculture proprement dite.

- **Echanges communautaires:** Grâce aux échanges communautaires, les agriculteurs et les communautés rurales entendent parler de bonnes pratiques. Cette approche peut démontrer l'efficacité d'une pratique donnée, clarifier les conditions favorables invisibles autrement et encourager son adoption par le groupe en raison de certains partages de connaissances ou de la confiance entre pairs. Les processus d'apprentissage d'ordre communautaire fonctionnent mieux quand ils bénéficient du soutien de facilitateurs ou d'interprètes talentueux et quand ils sont intégrés dans des processus d'apprentissage à plus long terme permettant de tester, de recueillir un feedback et d'apprendre de façon itérative. Les échanges d'idées entre pairs qui se déroulent dans les champs agricoles ou ailleurs peuvent également faciliter le partage et l'assimilation de bonnes pratiques parmi les organisations rurales.
- **Communication média:** Les stratégies de communication nationales peuvent favoriser une plus large diffusion des bonnes pratiques grâce à différents médias. Les organisations d'agriculteurs peuvent collaborer aux campagnes médiatiques d'ordre gouvernemental, en utilisant leur propre système de communication (notes d'information, lettres d'information, radio ou réunions), pour toucher les agriculteurs locaux. Si elle n'a pas vocation à former ou

Le rôle des 'champions' locaux

Le rôle des 'champions' locaux
Les individus ou les groupes ayant du charisme, des compétences et une énergie exceptionnelles peuvent s'appuyer sur les succès obtenus à petite échelle pour fortement contribuer à étendre le travail des gouvernements et des acteurs du développement.¹

à fournir une information détaillée, **la radio rurale** atteint un large public, est bon marché et accessible même à ceux qui n'ont pas suivi un enseignement de type scolaire. C'est donc un excellent moyen de sensibiliser l'opinion à de précieuses pratiques ou technologies.⁹ **La vidéo** aussi peut s'avérer un moyen de communication efficace, mais elle nécessite des producteurs talentueux, des infrastructures de réparation et d'entretien plus sophistiquées pour produire et visionner, tandis que ses campagnes de diffusion coûtent plus cher. **Le matériel de formation** bien conçu peut offrir une importante référence à moindre coût aux vulgarisateurs et aux populations rurales capables de lire la langue en question.⁹ En devenant plus accessibles en zones rurales, **les ordinateurs et les réseaux de téléphone portable** offrent de nouvelles occasions d'apprentissage interactif grâce à l'Internet, les CD, DVD et autres outils.

Les stratégies de transposition verticale

- **Soutenir les politiques et les cadres juridiques:** L'engagement et le soutien politiques au niveau national, régional et décentralisé, l'aide financière et les cadres juridiques et réglementaires propices peuvent créer un environnement favorable à la diffusion à grande échelle des bonnes pratiques d'ADRD. Par exemple, les politiques réduisant le coût relatif des intrants agricoles ou les régimes fonciers protégeant les investissements à long terme des agriculteurs peuvent déterminer s'il est possible d'adopter une bonne pratique.¹²
- **Présentation et dialogue:** Lors de missions de présentation ou de dialogue, les représentants de gouvernements ou de la société civile et les décideurs politiques internationaux viennent d'autres régions pour vivre et travailler dans une famille d'accueil d'une communauté rurale pauvre pour quelques jours. Ce contact

direct augmente la compréhension mutuelle, renforce la confiance en soi des communautés rurales, tout en permettant aux autorités d'élaborer des politiques et des programmes plus efficaces et plus pertinents pour les pauvres. Une organisation déjà connue dans la région qui bénéficie de la confiance de la communauté et joue un rôle de facilitateur, associée à un accueil avant la mission et des séances de réflexion après, sont les éléments-clés qui transformeront une mission d'immersion en une stratégie rentable et réaliste¹⁰ de diffusion des bonnes pratiques d'ADRD.

Contacts

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Eve Crowley

eve.crowley@fao.org

Jim Hancock

jim.hancock@fao.org

Clare O'Farrell

clare.ofarrell@fao.org

Sustainet

sustainet@gtz.de

Charlotte Haeusler

charlotte.haeusler@gtz.de

World Vision – Asie

Helga Stamm-Berg

helga_stamm-berg@wvi.org

Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA)

David King

david.king@ifap.org

Centre de recherche de Leibniz sur le paysage agricole (ZALF)

Stephan Sieber

stefan.sieber@zalf.de

PROMouvoir l'INNOVation locale (PROLINNOVA)

prolinnova@etcnl.nl

Laurens van Veldhuizen

l.van.veldhuizen@etcnl.nl

Références

Ce dossier a été préparé par Elisa Distefano, en collaboration avec F. Perez Trejo (FAO), W. Critchley (PROLINNOVA), L. Elswick (IPSA), K. Sukalac (IAFN), F. Bringe, R. Rutt et bien d'autres (voir la rubrique Contacts).

¹ **Gonsalves, J.** 2001. Going to scale – what we have garnered from recent workshops. *Magazine LEISA*, octobre 2001: 6–10.

² **Banque mondiale**, 2003. *Scaling-up the impact of good practices in rural development*. Rapport n° 26031. Washington, DC.

³ **FAO**. 2005. *Agricultural and rural development in the 21st century: lessons*

from the past and policies for the future.

Communication de la FAO. Rome.

⁴ **Kwesiga, F., Bohringer, A. & Denning, G.** 2001. Scaling up fallow management innovations. *Magazine LEISA*, octobre 2001: 35–38.

⁵ **Banque mondiale**. 2008. *Rapport sur le développement dans le monde: l'agriculture u service du développement*. Washington, DC.

⁶ **Dilts, R.** 2001. From Farmers' Field Schools to community IPM – scaling up the IPM movement. *Magazine LEISA*, octobre 2001: 18–21.

⁷ **Initiative ADRD, FAO**. 2006. *Guide pour décrire brièvement une bonne pratique d'Agriculture et de Développement Rural Durables (ADRD)*. Rome.

⁸ **Agriculture durable à faible participation externe (LEISA)**. 2001. Lessons for scaling up. *Magazine LEISA*, 4–5 octobre 2001.

⁹ **FAO**. 1989. *La communication pour le développement rural: instructions et directives à l'intention des planificateurs du développement et des élaborateurs de projet*. Rome.

¹⁰ **IDS**. 2004. *Immersion for policy and personal change*. Dossier politique n° 22, juillet 2004. Brighton, Royaume-Uni, Institut sur les études du développement (IDS).

¹¹ **FAO**. 2005. *Moderniser les systèmes nationaux de vulgarisation agricole: guide pratique pour les décideurs politiques des pays en développement*. Rome.

¹² **ZALF**. 2005. *Sustainable agriculture as an approach for pro-poor growth in developing countries*. Leibniz, Allemagne, Centre de recherche de Leibniz sur le paysage agricole (ZALF).

¹³ **Barlett, A.** 2005. *Farmer Field Schools to promote integrated pest management in Asia: the FAO experience*. Atelier pour reproduire les études de cas en agriculture, Manille, Institut international de recherches sur le riz (IRRI).

¹⁴ **Chesha Wettasinha, C. et al.** 2003. *Advancing Participatory Technology Development: Case studies on Integration into Agricultural Research, Extension and Education*. IIRR, Philippines.

¹⁵ **Sustainet**. n.d. *Analysis matrix for evaluating the scaling-up potential of good practices*. Disponible sur: <http://www.sustainet.org/en/analysis-matrix.htm>

Esmail, T. 1997. *Designing and scaling-up productive natural resource management programs: decentralization and institutions for collective action*. Consultation technique sur la décentralisation, 16–18 décembre 1997, Rome, FAO.

FAO & GTZ. 2006. *Framework on effective rural communication for development*. Rome.

Gillespie, S. 2004. *Scaling up community-driven development: a synthesis of experience*. Communication n° 181. Washington DC, Division de la consommation alimentaire et de la nutrition, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

Université Humboldt. 2004. *Self-assessing*

Outils et ressources

Base de données des bonnes pratiques de l'Initiative ADRD:

<http://www.fao.org/sard/fr/init/1574/2225/1846/index.html>

Base de données des bonnes pratiques, de la FAO: http://www.fao.org/bestpractices/index_fr.htm?lang=fr

Base de données des bonnes pratiques de Technologie pour l'agriculture (TECA), de la FAO: http://www.fao.org/sd/teca/index_fr.asp?lang=fr

Base de données des bonnes pratiques agricoles de la FAO: http://www.fao.org/prods/GAP/index_fr.htm

Guide de la FAO pour identifier et documenter les bonnes pratiques d'ADRD:

<ftp://ftp.fao.org/SD/SDA/SDAR/sard/GP%20Guidelines-french1.doc>

Portail de recherche et de vulgarisation de la FAO: http://www.fao.org/sd/sdrr/portal/index_fr.htm

Communication pour le développement, FAO: http://www.fao.org/nr/com/com_fr.htm

Centre de ressources et réseau mondial des écoles pratiques d'agriculture: <http://www.farmerfieldschool.info/>

PROMouvoir l'INNOVation locale (PROLINNOVA): <http://www.prolinnova.net>

good practices and scaling-up strategies in sustainable agriculture. Berlin, Université de Humboldt, Centre de formation avancée au développement rural.

Groupe de Neuchâtel. 2003. *Common framework for supporting pro-poor extension*. Lindau, Suisse.

WOCAT. 2007. *Where the land is greener. Case studies and analysis of soil and water conservation initiatives worldwide*. Bern, Suisse, Stampfli AG pour Étude mondiale des approches et des technologies de conservation (WOCAT).

ZALF. n.d. *Scaling up of good agricultural practices, the operational assessment tool SCAT*. Leibniz, Allemagne.

Les documents politiques "ADRD et..." sont conçus pour encourager et aider les gouvernements à développer et mettre en œuvre des politiques pour atteindre l'agriculture et le développement rural durables.

Cette série est produite par l'Initiative ADRD, un cadre multipartite établi en soutien de la transition vers une agriculture et un développement rural durables centrés sur la personne. L'initiative est menée par la société civile, soutenue par les gouvernements et agences intergouvernementales et animée par [la www.fao.org/sard/fr/init/2224/index.html](http://www.fao.org/sard/fr/init/2224/index.html)